



Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'assainissement non collectif



Exercice 2016

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	3
II. PRESENTATION DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	4
III. PRIX DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	5
1. Les tarifs	5
2. Le coût du service	6
IV. LE SERVICE AUX USAGERS	6
1. Le fonctionnement du service	6
2. Bilan d'activité 2016	7
1. Les effectifs	7
2. Le contrôle de conception et réalisation.....	7
3. Le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien	7
4. Le bilan des contrôles 2016.....	8
V. LES INDICATEURS SPECIFIQUES.....	9
1. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif.....	9
2. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collecté	10
VI. CONCLUSION	11

I. INTRODUCTION

L'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le Maire présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif, destiné notamment à l'information des usagers.

Le rapport annuel est présenté au plus tard dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Les indicateurs techniques et financiers figurant obligatoirement dans les rapports annuels sont définis par les annexes V et VI du Code Général des Collectivités Territoriales.

II. PRESENTATION DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le service d'assainissement non collectif a été créé par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2005 sous la forme d'une régie dotée de l'autonomie financière. Les missions du service ont démarré le 1^{er} janvier 2006.

Le conseil d'exploitation est composé de 5 membres (délibération du Conseil Municipal du **24 avril 2014**), nommés jusqu'à expiration du mandat municipal. Le conseil d'exploitation du **15 novembre 2014** a élu en son sein, sa Présidente, Nicole NUTINI, adjointe au Maire, ayant reçu délégation du service d'assainissement non collectif.

Les missions du service ont été assurées en 2016 par 2 agents techniques à temps plein et un agent administratif à mi-temps, dirigés par la directrice nommée par le Conseil d'Exploitation, sous l'autorité du Directeur Général des Services Techniques.

Le service est localisé au 12 Chemin de la Mosquée (ancien lycée De Croisset).

Selon la base de données « ASSAÏ » utilisée par la Lyonnaise des Eaux, le nombre d'installations concernées par le service d'assainissement non collectif est de **3815** unités.

Ce chiffre est affiné au gré des contrôles effectués sur ces dispositifs d'assainissement autonome.

Le nombre exact d'installations fluctue en fonction des constructions nouvelles qui s'édifient sur la Commune ou des raccordements sur les réseaux collectifs.

Dans le cadre d'une démarche de qualité, le Service Public d'Assainissement Non Collectif a choisi d'acquérir une compétence supplémentaire en 2014 :

- Réalisation d'études hydrogéologiques pour la prescription et le dimensionnement des dispositifs d'assainissement non collectif.

La possibilité pour les usagers de bénéficier de prix négociés pour les études hydrogéologiques a connu un franc succès.

Cependant, le dernier marché de prestation de service ayant pris fin en novembre 2016, la compétence n'est plus assurée depuis cette date.

Le SPANC prévoit de relancer un marché courant 2018.

III. PRIX DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

1. Les tarifs

Le montant des redevances est révisé chaque mois de janvier suivant le dernier indice ING paru au Journal Officiel, selon la formule suivante :

$$\text{Prix}_{2016} = C_{2016} \times \text{Prix}_{\text{mars}2013}$$

Où :

$$C_{2016} = 0,15 + 0,85 (\text{ING}_{2013} / \text{ING}_0)$$

$$\text{ING}_0 = \text{ING}_{\text{mars} 2013} = 845$$

$$\text{ING}_{2016} = 870,1 \quad (\text{Dernier indice paru au 1}^{\text{er}} \text{ janvier 2016})$$

DESIGNATION	PRIX HT	TVA 10%	PRIX TTC
Contrôle initial			
Diagnostic N<20 EH	122,00	12,20	134,20
Diagnostic 20<N<100 EH	244,00	24,40	268,40
Diagnostic >100 EH	488,00	48,80	536,80
Conception réalisation /Installation neuve			
N<20 EH	212,00	21,20	233,20
20<N<100 EH	424,00	42,20	466,40
>100 EH	848,00	84,80	932,80
Conception réalisation Réhabilitation			
N<20 EH	126,00	12,60	138,60
20<N<100 EH	252,00	25,20	277,20
>100 EH	504,00	50,40	554,40
Drains piscine	53,00	5,30	58,30
Contrôle périodique			
N<20 EH	47,00	4,70	51,70
20<N<100 EH	94,00	9,40	103,40
>100 EH	188,00	18,80	206,80

En 2016 une seule et même redevance pour le contrôle de conception et de réalisation a été instaurée.

2. Le coût du service

Le budget annexe du SPANC se décline en une section d'investissement et une section d'exploitation.

Il n'y a pas eu de dépenses d'investissement en 2016.

En exploitation, les recettes ont été constituées des redevances payées par les usagers, auxquelles se sont ajoutées la prime pour assainissement non collectif de l'Agence de l'Eau et l'aide à l'animation des réhabilitations.

De plus, depuis 2014, la ville de Grasse a instauré une redevance pour le traitement de des matières de vidange à la station d'épuration de la Paoute. Le tableau suivant est le récapitulatif des recettes de cette redevance pour les années 2015 et 2016.

	Volume dépoté (m ³)	Prix au m ³ H.T.	Prix total H.T.	T.V.A.	Prix au m ³ T.T.C.	Prix total T.T.C.
2015	1 593,24	8,69 €	13 845,26 €	20,00 %	10,86 €	17302,59 €
2016	2 390,62	6,405 €	15 311,92 €	20,00 %	7,69 €	18274,30 €

Les dépenses d'exploitation sont liées aux charges de personnel et au marché de prestation des études hydrogéologiques.

Enfin, une partie de la subvention de l'Agence de l'Eau au profit des particuliers a été admise dans les recettes du service, pour être reversée aussitôt dans les dépenses.

IV. LE SERVICE AUX USAGERS

1. Le fonctionnement du service

Le service est accessible aux usagers de 8h à 12h et de 13h à 16h30, du lundi au vendredi, par téléphone 04 97 05 49 12, ou par mail : spanc@ville-grasse.fr.

2. Bilan d'activité 2016

1. Les effectifs

2 agents techniques à temps complet et un agent administratif à mi-temps étaient affectés au service en 2016.

2. Le contrôle de conception et réalisation

Ce contrôle s'effectue à partir d'une demande de permis de construire ou d'une réhabilitation et sur la base d'une étude hydrogéologique obligatoire.

Cette étude permet de proposer une ou plusieurs filières d'assainissement non collectif, en fonction de la nature du sol et des caractéristiques de la parcelle qui va accueillir l'installation. Elle est transmise par le propriétaire au SPANC, qui va la valider.

Le service vérifie l'adéquation du système de traitement des eaux usées proposé dans l'étude avec la réglementation en vigueur et vérifie si, techniquement, en fonction des taux de percolation des sols indiqués, la filière proposée est réalisable.

Enfin, lorsque la réalisation de l'installation est mise en œuvre, les techniciens se rendent sur le chantier pour vérifier la bonne exécution des prescriptions figurant dans l'étude.

A la fin des travaux, ils délivrent une autorisation de mise en service qui atteste que ceux-ci ont été réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

3. Le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien

Le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien est une visite périodique. Les agents du SPANC retournent ainsi tous les 4 ans vérifier que les installations sont en état de fonctionnement correct et entretenues selon les règles fixées en fonction de la filière en place.

Ce contrôle a lieu sur site en présence du propriétaire ou d'une personne le représentant. Il dure généralement entre 30 minutes et 1 heure. Au préalable, le SPANC demande au propriétaire de préparer tout élément probant permettant de vérifier le bon entretien de son installation (bon de vidange).

Les premiers contrôles périodiques ont démarré en 2013, pour faire suite aux diagnostics de 2006 à 2012 et après que l'ensemble du parc ait été visité.

4. Le bilan des contrôles 2016

<u>Désignation des différents types de contrôles</u>	<u>Nombre d'installations contrôlées</u>
CONTRÔLE PERIODIQUE	
CONFORME 2016	117
NON CONFORME 2016	180
SOUS RESERVE	2
DIAGNOSTIC N < 20	
CONFORME	0
NON CONFORME	34
SOUS RESERVE	0
DIAGNOSTIC 20 < N < 100	0
DIAGNOSTIC N > 100	0
CONTRÔLE CONCEPTION - PC +CONTRÔLE REALISATION - PC	16
CONTRÔLE CONCEPTION PISCINE - DP	6
CONTRÔLE REALISATION DRAIN PISCINE - DP	1
CONTRÔLE CONCEPTION REHAB+ CONTRÔLE REALISATION - REHAB	76
ETUDE HYDROGEOLOGIQUE	61

V. LES INDICATEURS SPECIFIQUES

1. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 200.

A – Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif :

Intitulé	Nombre de points total	Note Ville de Grasse
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20	20
Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	20	20
Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de 8 ans	30	30
Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations	30	30
Délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires pour les installations neuves ou à réhabiliter	30	30
Délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien pour les autres installations	30	30

B – Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif :

Intitulé	Nombre de points total	Note Ville de Grasse
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	20	10
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	10	10

2. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collecté

Le taux de conformité T, exprimé en pourcentage, est égal au rapport entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes au temps t et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service.

Pour 2016, cet indicateur est le suivant :

$$T = 1462 / 3791 = 38,5 \%$$

VI. CONCLUSION

Depuis 2006, le service de l'assainissement non collectif apporte à ses usagers l'expertise des techniciens qui le composent.

Le dialogue avec les propriétaires d'installations d'assainissement autonome arrive à s'instaurer.

Le bien fondé de la réhabilitation des équipements d'assainissement non collectif est parfois difficile à admettre par leur propriétaire, compte tenu du coût élevé des travaux, même pour les personnes sensibilisées à la préservation de l'environnement.

Il faut également rappeler que la Ville de Grasse a été la première du département des Alpes-Maritimes à obtenir une subvention de l'Agence de l'Eau, pour aider les particuliers qui manifestent la volonté de se mettre en conformité. Elle a été aussi la première à prendre les compétences étude hydrogéologique et vidanges des installations afin d'obtenir des prix préférentiels pour ses usagers.

L'Etat, enfin, dans ses décisions, continue de faire valoir l'assainissement non collectif comme alternative pérenne au tout réseau. C'est ainsi que les textes relatifs à la technique ou aux missions des SPANC sont en perpétuelle évolution.